

Accord interprofessionnel
TRAVAILLEURS SAISONNIERS
(HAUTES-ALPES)

ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 5 SEPTEMBRE 2007
RELATIF AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION PARITAIRE
INTERPROFESSIONNELLE DÉPARTEMENTALE
NOR : ASET0751281M

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Article 1^{er}

Objet du présent règlement intérieur

Le présent règlement intérieur a pour but de fixer, dans le cadre de l'accord du 5 septembre 2007 créant une commission paritaire interprofessionnelle dans le département des Hautes-Alpes (art. 4 et 5) les modalités de fonctionnement, notamment le calendrier, le secrétariat, les modalités financières de fonctionnement, la participation de personnes extérieures.

Article 2

Réunions et ordre du jour

La commission paritaire interprofessionnelle départementale se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du secrétaire. Elle peut se réunir à la demande motivée et écrite d'une organisation syndicale de salariés ou patronale.

La convocation est établie par le secrétaire de la commission paritaire interprofessionnelle départementale, en concertation avec toutes ses composantes.

Elle comporte, outre les points de l'ordre du jour, l'ensemble des documents nécessaires à sa préparation.

La convocation doit être envoyée au moins 15 jours avant la tenue de la réunion.

Les documents préparatoires doivent être envoyés, dans la mesure du possible, au moins 1 semaine avant la tenue de la réunion.

Article 3

Groupes de travail

La commission paritaire interprofessionnelle départementale peut mandater certains de ses membres pour travailler en groupe de travail sur des sujets particuliers, pour préparer les réunions plénières.

Article 4

Secrétariat

Il est institué un secrétaire de la commission paritaire interprofessionnelle départementale.

Ce secrétariat sera assuré par alternance, annuellement, par un représentant des organisations patronales ou salariales.

Un poste de secrétaire adjoint est également institué, confié à un représentant du collège n'assurant pas le secrétariat.

Les missions du secrétaire de la commission paritaire interprofessionnelle départementale sont les suivantes :

- établir l'ordre du jour des réunions de la commission, conformément à l'article 2 ;
- adresser les convocations ;
- choisir les lieux de réunion (dans les limites départementales) ;
- établir les comptes rendus ;
- mettre à l'ordre du jour de la commission en début d'année civile le programme annuel de travail ;
- suivre la réalisation de ce programme de travail et d'en présenter le bilan annuel ;
- gérer les crédits attribués pour la mise en œuvre de ce programme de travail.

Article 5

Mise en œuvre du programme de travail

Les membres de la commission paritaire interprofessionnelle départementale prépareront en début d'année civile un programme de travail annuel, approuvé en séance plénière de la commission et accompagné d'un budget.

Ils chargent l'organisation syndicale à laquelle appartient le secrétaire de la commission de présenter à la DRTEFP une demande de financement, dans le cadre de l'action 4 (Dialogue social) du programme « Amélioration des relations du travail » du ministère du travail, le programme annuel servant de base à cette demande de financement.

L'organisation syndicale désignée sera chargée de signer la convention avec l'Etat, de gérer les crédits afférents à la mise en œuvre de ce programme. Elle tiendra une comptabilité séparée recensant toutes les opérations effectuées et présentera un bilan annuel détaillé aux membres de la commission en séance plénière.

Article 6

Indemnisation des membres

Les membres de la commission paritaire interprofessionnelle départementale sont des bénévoles et ne peuvent bénéficier que d'indemnités repré-

sentatives de frais (matériels ou fournitures de bureau, repas, déplacements). Le remboursement des déplacements, sur présentation de justificatifs et de feuilles de présence, se fera sur la base de la distance résidence-lieu de réunion, conformément au barème de l'administration fiscale. La puissance fiscale retenue des véhicules est limitée à 7 CV.

Article 7

Participation de personnes extérieures

La participation de personnes extérieures à la commission paritaire inter-professionnelle départementale est de droit, dès lors qu'elles apportent un éclairage ou une expertise sur des points débattus en réunion et à l'ordre du jour préalablement établi. Elles n'ont pas voix délibérative. Concernant la ou les personnes participant au titre des organisations syndicales de salariés, l'article 4 de l'accord portant sur la création de la commission paritaire inter-professionnelle départementale s'applique intégralement.

Article 8

Révision

Le présent règlement intérieur est révisable à la demande d'un des membres de la commission.

Fait à Gap, le 5 septembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UPE des Hautes-Alpes ;
FDIH des Hautes-Alpes ;
UPA des Hautes-Alpes.

Syndicats de salariés :

UD CFDT des Hautes Alpes ;
UD CFTC des Hautes-Alpes ;
UD CGT des Hautes-Alpes ;
UD CGT-FO des Hautes-Alpes.